



LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SON IMPACT DÉSASTREUX EN AFRIQUE

Le changement climatique est une réalité en Afrique! Cela est confirmé par l'apparition de graves sécheresses prolongées et de la désertification, d'inondations dévastatrices périodiques ou pérennes, de la fonte des calottes glaciaires, de l'élévation du niveau de la mer et de l'invasion de parasites, comme illustré sur la **photo 1**. En plus de ces risques climatiques, la vulnérabilité de la population africaine au changement climatique est encore aggravée par la présence de multiples facteurs débilissants, notamment l'hétérogénéité topographique, la prévalence de maladies préexistantes sensibles au climat et la faible capacité d'adaptation des groupes vulnérables qui ne disposent pas de ressources économiques fiables.

On prévoit une nouvelle hausse des températures sur le continent africain ainsi qu'une augmentation de la fréquence des cyclones en Afrique orientale et australe. Ces événements entraîneront une crise de l'eau et une désertification qui affecteront la sécurité alimentaire et se traduiront par de multiples effets néfastes interdépendants sur la santé et autres.

Le changement climatique approche d'un point de basculement désastreux en Afrique. Il a un impact négatif sur le développement socio-économique et menace la vie et les moyens de subsistance de millions d'Africains en provoquant directement et indirectement de nombreux effets néfastes sur la santé, notamment des maladies respiratoires et liées à la chaleur, une prévalence accrue des maladies infectieuses et des maladies à transmission vectorielle, des maladies non transmissibles (MNT) associées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, ainsi que des problèmes de santé comportementale. Le changement climatique est dû à des activités anthropiques produisant des gaz à effet de serre (GES). L'Afrique produit beaucoup moins de GES que les pays industrialisés, mais c'est elle qui subit le plus gros impact sur la santé. Le changement climatique est un problème mondial, il est donc évident que les pays riches et hautement industrialisés ont la responsabilité morale de donner aux pays africains les moyens de trouver des solutions équitables d'adaptation et d'atténuation pour réduire l'injustice sociale et les inégalités créées par le changement climatique.



PHOTO 1.

Illustration en images de certains événements météorologiques et climatiques extrêmes en Afrique

A. La hausse de la température fait fondre la calotte glaciaire du Kilimandjaro; **B.** De graves inondations bloquent des routes au Burundi; **C.** La sécheresse et la désertification affectent les moyens de subsistance en Éthiopie; **D.** L'invasion acridienne entraîne la perte de récoltes en Somalie.

Ce document de politique générale se concentre sur les besoins et les raisons de protéger la santé humaine contre le changement climatique en Afrique, en élaborant six messages et recommandations clés et en préconisant des actions qui peuvent être lancées dès maintenant sur la base des preuves disponibles.

MESSAGE CLÉ 1

Le continent africain est le plus vulnérable aux effets néfastes du changement climatique sur la santé.

Conclusions: Le changement climatique provoque l'émergence de nouvelles maladies et amplifie les niveaux des maladies existantes sensibles au climat. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le continent africain est le plus touché par les maladies attribuables au changement climatique dans le monde : par exemple, sur les 9 203 AVCI attribuées au changement climatique dans le monde, 3071 AVCI se trouvent en Afrique, ce qui représente un tiers de la morbidité et de la mortalité mondiales.

L'Afrique est également classée au premier rang mondial par rapport à d'autres régions comme l'Asie du Sud-Est pour laquelle seulement 1 703 AVCI¹ ont été estimées. Le nombre réel de décès pour 1 million d'habitants en Afrique a été estimé entre 2-4 et 70-120 pour différents pays d'Afrique², comme le montre l'illustration 1. Les estimations de

la charge de morbidité liée à d'autres risques climatiques font également apparaître un scénario sombre, par exemple, quelque 91 millions d'épisodes de diarrhée sont associés chaque année aux inondations, environ 118 millions d'Africains pourraient être exposés à des maladies non transmissibles en raison de l'insécurité alimentaire causée par de fréquentes mauvaises récoltes, tandis que 1,1 million de décès sont dus à la pollution atmosphérique totale, dont 697 000 à la pollution de l'air intérieur. Les chiffres réels sont probablement plus élevés si l'on tient compte de l'incapacité à mesurer avec précision l'exposition au climat et les effets sur la santé.

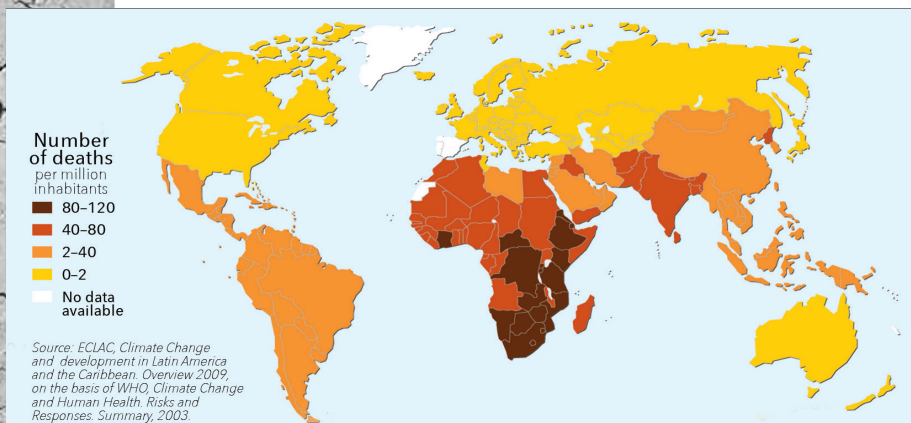


ILLUSTRATION 1. Estimations par l'OMS Afro des décès dus au changement climatique par million pour les années 2000 à 2030

RECOMMANDATION 1:

- Renforcer le système de santé pour la détection, le suivi et la gestion de la charge accrue des maladies liées au climat,
- Mettre en place ou renforcer les EWARS³ pour une surveillance basée sur les événements, en particulier pour les groupes les plus vulnérables⁴.

MESSAGE CLÉ 2

Les politiques et actions intersectorielles en matière de changement climatique et de santé sont limitées au niveau national.

Observations: Les politiques mondiales, régionales et locales de protection de la santé en matière de changement climatique, sous la forme de lois, de règlements et de lignes directrices, sont les pierres angulaires de l'orientation et de la mise en œuvre des actions climatiques. Au niveau mondial, ces politiques sont principalement définies par les agences des Nations unies⁵, tandis qu'au niveau régional, elles sont formulées par plusieurs agences, dont l'Union africaine,

le Centre africain pour la politique climatique et le NEPAD⁶. Les contributions déterminées au niveau national (CDN)⁷ et les Plans nationaux d'adaptation (PNA), recommandés conjointement par l'OMS et la CCNUCC, sont deux outils couramment utilisés pour évaluer les politiques en matière de santé.

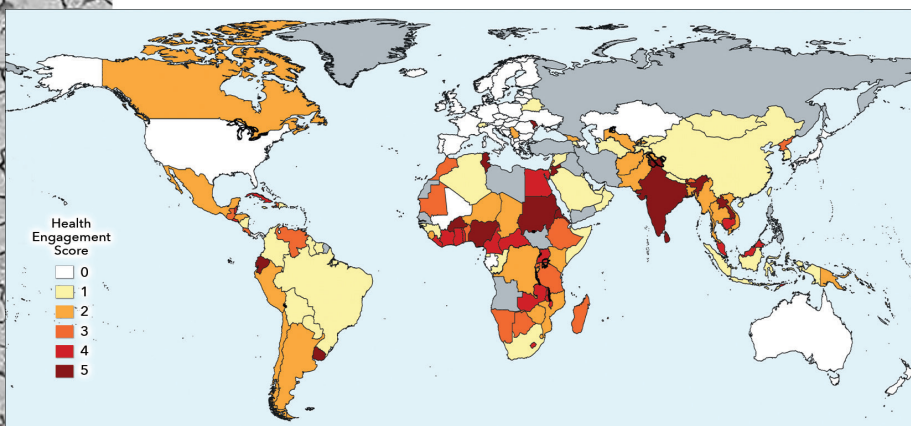


ILLUSTRATION 2. Score d'engagement de la santé mondiale et africaine dans le NDC

comme le montre le score élevé de l'engagement en faveur de la santé sur la photo 2; cependant, très peu de pays ont formulé un plan d'adaptation en matière de santé publique dans leur PNA, malgré leur adhésion à la déclaration de Libreville.

Les effets des risques climatiques sur la santé sont rarement isolés, l'impact d'un risque se répercute invariablement sur de multiples secteurs: par exemple, une inondation peut causer directement des décès et des blessures,

¹ Une mesure de la charge de morbidité combinant à la fois les décès et les maladies ou blessures en une seule unité.

² Basé sur la projection de 5 résultats sanitaires sensibles au climat, à savoir les maladies cardiovasculaires, la diarrhée, le paludisme, les inondations intérieures et côtières, et la malnutrition pour les années 2000 à 2030.

³ Système d'alerte précoce

⁴ Inclut les femmes, les enfants, les travailleurs extérieurs, les travailleurs migrants et les pauvres.

⁵ Y compris l'OMS, le PNUE, la CCNUCC et l'AMM.

⁶ Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

⁷ Le NDC comprend des politiques et des objectifs liés au climat visant à réduire les GES et à s'adapter à leurs effets négatifs.

⁸ Le PNA prend en compte l'évaluation de l'impact sur la santé, l'atténuation, l'adaptation et les aides financières pour le renforcement des systèmes de santé.

mais elle peut aussi indirectement entraîner des pertes de récoltes et donc une insécurité alimentaire ou une contamination généralisée de l'eau et des aliments. L'adaptation de la santé publique au changement climatique est donc un engagement conjoint des ministères de la santé, de l'environnement et d'autres parties prenantes, car de nombreuses mesures d'atténuation et d'adaptation ne relèvent pas de la compétence des ministères de la santé.

RECOMMANDATION 2

- Formuler ou mettre à jour la politique nationale en matière de climat afin de tenir compte des problèmes actuels et émergents liés au changement climatique et à la santé.
- Promouvoir la collaboration intersectorielle pour intégrer la santé dans le NDC lors de la formulation du PNA, en se basant sur les outils de l'OMS, à savoir la santé dans toutes les politiques (HiAP) et le SANA⁹.

MESSAGE CLÉ 3

Le changement climatique approche d'un point de basculement qui nécessite des mesures d'adaptation et d'atténuation en matière de santé

Observations: Les données mondiales, y compris celles du continent africain, sur le changement climatique et la santé sont convaincantes et atteignent un point de basculement au-delà duquel la reprise sera difficile si aucune mesure d'adaptation et d'atténuation n'est mise en place dès maintenant. Les précipitations extrêmes, les vagues de chaleur et les sécheresses auront des effets désastreux dans la région subsaharienne et dans certaines parties de l'Afrique occidentale, orientale et australe. L'augmentation de la température aura un impact négatif direct et indirect sur la sécurité alimentaire en raison de la persistance de mauvaises récoltes et de la mortalité du bétail dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne. L'augmentation de la température et les changements dans les précipitations apporteront également plus de chaleur et de stress hydrique, ce qui constituera une menace sérieuse pour la santé humaine en provoquant un changement dans la distribution géographique des ravageurs migrants invasifs, des maladies à transmission vectorielle et hydrique ainsi que d'autres maladies infectieuses sensibles au climat.

L'impact des mesures d'adaptation et d'atténuation pour certaines maladies climatiques¹⁰ sur le continent africain à l'horizon 2030 et au-delà montre que la mise en œuvre en temps utile de mesures d'adaptation et d'atténuation permettra de sauver des vies et des moyens de subsistance. Il est donc urgent de mettre en œuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation dès maintenant : l'adaptation permet de se protéger des effets néfastes immédiats sur la santé en prenant des mesures correctives à court terme, tandis que l'atténuation vise à réduire les sources de GES par des mesures à long terme telles que le passage à des technologies vertes. Si les technologies vertes permettent de créer de nouvelles industries et de nouveaux emplois, elles nécessitent également d'importantes ressources humaines et financières qui dépassent les capacités de la plupart des pays africains, en particulier lorsqu'ils se remettent à peine d'une sévère et dévastatrice pandémie de COVID-19.

RECOMMANDATION 3

- Intégrer des mesures d'adaptation immédiates en matière de santé en donnant aux communautés locales les moyens de se protéger des effets néfastes des conditions météorologiques extrêmes.
- Encourager les communautés exposées à changer de mode de vie, par exemple en planifiant, en plantant des arbres résistants aux incendies et en développant des variétés de cultures biologiques résistantes à la sécheresse et aux parasites, en consommant moins de protéines à base de viande et en abandonnant les biocarburants traditionnels pour la cuisine au profit de l'électricité produite par des énergies renouvelables.
- Prendre des mesures d'atténuation pour réduire progressivement la dépendance aux combustibles fossiles en fonction des ressources du pays dans les secteurs clés, notamment les transports et l'agriculture.
- Promouvoir des solutions basées sur la nature, comme l'inclusion d'espaces verts pour refroidir les îlots de chaleur en milieu urbain.

KEY MESSAGE 4

Des capacités humaines et des compétences insuffisantes pour faire face au changement climatique et à la santé

Observations: Les politiques existantes, si elles ne sont pas accompagnées d'infrastructures et de ressources humaines, ne sont pas d'une grande utilité pour lutter contre les effets néfastes du changement climatique. L'Afrique souffre d'une grave pénurie de capital humain pour gérer la recrudescence des maladies et des affections liées au climat. Par conséquent, de nombreuses affections ne sont pas détectées, ce qui aggrave la charge de morbidité et les taux de mortalité déjà élevés. Par conséquent, le système de santé doit être rendu résilient pour gérer la santé dans des situations normales et de catastrophe et être doté de travailleurs de la santé qui sont spécifiquement formés pour reconnaître, surveiller et gérer les maladies sensibles au climat. En outre, l'Afrique a besoin d'une masse critique de climatologues connaissant bien les politiques, les programmes et la recherche, capables de jouer un rôle important sur le terrain et de mener la charge de la science du climat dans la région.

RECOMMANDATION 4

- Créer une masse critique de ressources humaines compétentes en matière de changement climatique et de santé en formant et en éduquant les catégories suivantes:
 - Des travailleurs de la santé capables de reconnaître, diagnostiquer et gérer les maladies sensibles au climat.
 - Des climatologues capables d'entreprendre des recherches et de prévoir les maladies sensibles au climat.
 - Étudiants diplômés, des décideurs et des responsables gouvernementaux qui connaissent les bases du changement climatique, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, le financement des activités

⁹Analyse de la situation et évaluation des besoins.

¹⁰ Notamment la chaleur, la diarrhée et la malnutrition, les maladies à transmission vectorielle et les MNT.



climatiques et les questions émergentes telles que la politique du carbone zéro, afin d'être en mesure de négocier aux niveaux national, régional et mondial et d'accéder aux diverses sources de financement internationales.

MESSAGE CLÉ 5

Absence de données probantes suffisantes pour engager des actions en faveur du climat

Observations: Bien que les preuves globales du changement climatique et de la santé soient convaincantes, les décideurs politiques demandent et exigent des preuves issues d'études africaines. Malheureusement, ces informations sont rares; la plupart des preuves sont extrapolées à partir d'études réalisées dans d'autres parties du monde. En l'absence de preuves spécifiques au pays, les décideurs politiques peuvent être réticents à investir dans le changement climatique et la santé ou peuvent complètement rejeter l'association causale des risques climatiques liés aux impacts négatifs sur la santé en Afrique.

RECOMMANDATION 5

- Générer des preuves pour les actions climatiques en:
 - Renforçant les bases de connaissances nationales et régionales pour une caractérisation précise de la charge de morbidité et pour établir un lien entre l'exposition au climat et la mortalité.
 - Entreprenant des recherches en collaboration pour démontrer les co-bénéfices de l'atténuation et de l'adaptation dans les secteurs pertinents.

MESSAGE CLÉ 6

Forger un partenariat pour lutter contre les effets néfastes du changement climatique sur la santé en Afrique

Observations: Le programme visant à éviter les effets néfastes du changement climatique sur la santé nécessite des investissements financiers substantiels qui dépassent les capacités de la plupart des nations africaines. Étant donné que l'Afrique est touchée de manière disproportionnée par le changement climatique par rapport aux quantités relatives de GES qu'elle produit, il incombe moralement aux riches nations industrialisées qui produisent des quantités démesurément plus importantes de GES de fournir un soutien financier supplémentaire à l'Afrique par le biais de multiples mécanismes, par exemple une compensation pour les pertes et les dommages sous la forme d'une justice climatique. Le changement climatique est un problème mondial partagé, qui échappe à la portée politique d'une seule nation ou d'un seul État, et qui nécessite une réponse collective et mondiale par le biais du partenariat et de la coopération. Les actions en faveur du climat entreprises par les ONG et les institutions mondiales doivent aller au-delà des projets de démonstration et bénéficier d'un soutien concret en matière d'infrastructures, de connaissances, de financement et de recherche dans les pays par les instituts internationaux et les universités. Si l'on ne remédie pas à cette situation, l'objectif 13 des ODD relatif à l'action contre le changement climatique pourrait ne pas être atteint d'ici 2030.

RECOMMANDATION 6

- Forger un engagement multidisciplinaire et transdisciplinaire à tous les niveaux, notamment:
 - Les dirigeants africains doivent plaider et négocier un soutien financier et technique en matière de changement climatique et de santé dans les forums et réunions internationaux et dans les projets internationaux mis en œuvre en Afrique.
 - galvaniser le soutien régional en liant l'action climatique aux dispositions spécifiques pertinentes des ODD, du nouvel agenda urbain, du programme de recherche sur la santé urbaine de l'OMS, de l'agenda 2063 de l'UA, de la coopération UE-Afrique sur le climat vert et d'autres réseaux régionaux pertinents, notamment le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), la SADC et l'AfCFTA.

Ce document de politique a été préparé par le Réseau des Académies des Sciences Africaines (NASAC) et se base sur le rapport du NASAC¹¹ y compris les preuves des travaux précédents dans ce domaine.

Au nom du Bureau du NASAC et des académies membres,



PROF. MAHOUTON NORBERT HOUNKONNOU
Président, NASAC

Chercheur principal: Deoraj Caussy (Mauritius) | **Réviseurs:** NASAC Climate Change and Health Working Group



¹¹ Protecting human health against climate change in Africa — Rapport du NASAC Report